

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [92] (2004)
Heft: 1487

Artikel: Isabelle Darbellay Métrailler : "Le problème concret principal reste l'obligation faite aux femmes de cumuler famille et profession"
Autor: Schess, Christian / Darbellay Métrailler, Isabelle
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-282775>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



DR

Isabelle Darbellay

Isabelle Darbellay Métrailler

«le problème concret principal reste l'obligation faite aux femmes de cumuler famille et profession»

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTIAN SCHIESS

Isabelle Darbellay Métrailler est responsable ad intérim du Bureau de l'égalité à Sion depuis septembre 2003. Elle est titulaire d'une licence en Sciences économiques et a travaillé notamment comme déléguée à l'égalité à la Télévision Suisse Romande.

A votre avis, quelles sont les principales inégalités entre femmes et hommes qui persistent dans notre société ?

Tout d'abord, je dirais que ce sont les inégalités de salaires. Le dernier rapport de l'Office fédéral de la statistique montre qu'elles sont d'environ 20% dans le privé et de 10% dans le public. Ce sont des chiffres sonnants et rébuchants, qui doivent être mis en lien avec une deuxième question qui est celle de la formation : même si les filles sont aujourd'hui plus nombreuses que les garçons dans les collèges et les universités, elles restent largement sous-représentées au niveau des diplômes supérieurs et surtout des filières qui offrent des perspectives de carrières différentes. Les garçons se dirigent par exemple plus souvent vers les études scientifiques et les filles davantage vers les langues. Donc si on creuse, on voit qu'il y a encore vraiment du travail à faire. De plus, après l'école obligatoire, il y a deux fois plus de filles que de garçons qui ne font aucune formation : c'est vraiment un point important. Un troisième niveau d'inégalité est celui de la politique. Les femmes représentent à peine un quart du Parlement fédéral. Mais pour moi, l'inégalité ce n'est pas seulement le fait qu'il y ait moins de femmes élues, c'est aussi qu'elles ont moins accès aux fonctions politiques, aux instances des partis, aux comités, etc. Bref, les chances ne sont pas les mêmes pour elles que pour les hommes, ce qui implique un manque de représentativité et donc la difficulté de faire passer certaines idées politiques. Enfin, une autre inégalité particulièrement dramatique est celle de la violence conjugale, qui n'est pas sans lien avec les autres niveaux d'inégalité et les représentations sociales.

Quelles sont les principales résistances qui, selon vous, empêchent l'égalité de se réaliser ?

On attribue toujours des rôles traditionnels et bien déterminés aux petites filles et aux petits garçons, et donc plus tard aux femmes et aux hommes. Tant que dans les têtes cela n'aura pas changé, cela ne changera pas dans la réalité. Par exemple,

même si en France la loi sur la parité a pu augmenter mathématiquement la participation des femmes, les inégalités n'ont pas disparu pour autant. Cette loi peut nous sembler enviable ici en Suisse, mais si les mentalités ne changent pas, toutes les lois du monde n'y pourront rien. Pour moi, les préjugés attribués aux femmes et aux hommes sont donc vraiment l'obstacle numéro un. On pense facilement aux obstacles économiques ou politiques, mais le problème concret principal reste l'obligation faite aux femmes de cumuler famille et profession, ce qui se traduit par la double journée de travail. C'est là une priorité si on veut que les choses changent, et cela passe autant par des places de crèche que par un assouplissement des horaires de travail. Et ce n'est pas que l'affaire des femmes, mais celle de toute la société, donc aussi des hommes.

De par votre expérience de la promotion de l'égalité en Valais, quelles stratégies vous paraissent les plus appropriées pour mettre un terme aux inégalités entre hommes et femmes ?

Le Valais est relativement bien équipé en crèches par rapport à d'autres cantons romands. Et contrairement à une fausse image, les femmes y travaillent autant qu'ailleurs. Par contre, les représentations stéréotypées évoluent peut-être moins vite et il reste des différences marquantes : on imagine encore facilement papa qui travaille à l'extérieur et maman qui est à la maison. Dans les têtes c'est encore ça, alors que dans la réalité ce n'est plus le cas depuis longtemps. Bien sûr, à très court terme un premier pas important sera de doter la Suisse d'un congé maternité pour montrer que la prise en charge des enfants n'est pas qu'une affaire privée et qu'elle n'appartient pas qu'aux femmes. C'est l'affaire de la collectivité et on a parfois tendance à oublier que les enfants sont une richesse sociale. Mais à plus long terme, il faudrait en Suisse une vraie volonté politique qui manque aujourd'hui et qui puisse accompagner le changement des mentalités. Les partis doivent intégrer l'idée de l'égalité, aider les femmes à pouvoir s'engager dans la vie publique. Une prise de conscience dans les partis politiques est indispensable pour obtenir des changements concrets dans la pratique. J'entrevois quelques espoirs maintenant dans le renouveau des priorités des partis, qui se manifeste aussi en Valais. Mais il faut aussi voir que depuis la fin des années nonante, la représentation des femmes a baissé dans plusieurs cantons, avec l'«apothéose» nationale du 10 décembre dernier. La «Veille des femmes» à Berne est là pour montrer que les acquis sont encore fragiles, et notamment pour défendre certains bureaux de l'égalité au moment où on parle de les fermer. L'engagement continue donc, bien qu'on ait toujours des difficultés à intéresser les jeunes à cette problématique : trop souvent, les jeunes filles ont l'impression que tout est acquis, et ce n'est souvent qu'après quelques années de travail professionnel qu'elles se rendent compte qu'elles ne sont pas, dans les faits, les égales des hommes. Il est pourtant essentiel d'intéresser les jeunes pour faire perdurer notre engagement. ♦